

## Le représentant du personnel de l'Office Européen des Brevets rend son président responsable de la « baisse de qualité »

Les superviseurs parlent de piètre moral, de mauvais rendement et même de suicides



Le personnel de l'Office Européen des Brevets en a assez de ces années d'ignorance délibérée ; il a donc interpellé publiquement son président devant l'instance de supervision de l'Office.

Lors d'une réunion au quartier général de l'OEB à Munich cette semaine, le Conseil d'administration de l'organisation — constitué de responsables issus de 38 pays européens — a brièvement entendu le représentant du personnel.

Au lieu de présenter l'habituelle actualisation formulée avec diplomatie, le représentant a cette fois mis à mal le président de l'Office Benoît Battistelli et la campagne qu'il mène depuis de nombreuses années contre ses propres employés - connue euphémiquement au sein de l'OEB sous le terme de « dialogue social ».

« Je voudrais remercier les délégations qui ont insisté sur l'importance du dialogue social », a déclaré le représentant aux représentants réunis en assemblée, selon différentes sources. « Il n'y a aucun dialogue social dans le rapport d'activité présenté par le président. Il n'y en a jamais eu. Il n'y a aucune tentative pour trouver un consensus. La consultation des employés n'a plus lieu. »

Le représentant a alors rappelé le problème déjà soulevé lors de la réunion précédente du Conseil d'administration, qui avait donné lieu à la colère en coulisses du management de l'OEB : à savoir la baisse de qualité des brevets.

« Le président a fait un rapport sur l'augmentation de production » a déclaré le représentant. « Ces dernières années, nous avons atteint 40 à 50 pour cent. Malheureusement, cela s'est accompagné d'une diminution de la qualité. Cela nous a été rapporté, pas seulement par nos collègues, mais également par [des personnes de l'extérieur](#). »

### Tabou

Poussant plus loin les réflexions, le représentant a ensuite abordé un sujet tabou qui a affecté le personnel au plus haut point ces dernières années : le stress.

« Les risques psychosociaux sont en augmentation », a souligné le représentant. « Il y a seulement dix jours, la police néerlandaise a dû intervenir dans les [bureaux de l'OEB néerlandais] pour éviter un septième suicide. Le représentant du personnel souhaite le dialogue social. Nous aimerions voir un nouveau président engagé dans le dialogue social. »

L'intervention survient à un moment capital pour l'organisation : son ancien président, fervent supporter de Battistelli, [a quitté l'organisation de manière inopinée](#) en juillet et a été remplacé à la réunion par le critiqué Christoph Ernst.

Plus important encore, un nouveau président a été désigné pour l'organisation - António Campinos. Campinos reprendra le poste de Battistelli le 1<sup>er</sup> juillet 2018 au terme du mandat de ce dernier.

Le personnel a clairement estimé qu'il était temps de forcer un changement culturel dans l'organisation ; le plaidoyer du représentant du personnel a également été appuyé par d'autres manifestations du personnel de l'OEB en dehors du quartier général.

Un dépliant annonçant la manifestation énumérait pas moins de 14 raisons pour lesquelles il fallait rejoindre la protestation, comme le licenciement par Battistelli de trois représentants du personnel, la flagrante distorsion des procédures d'appel de l'organisation ([critiquées](#) à plusieurs reprises par les parlements nationaux et le [Bureau International du Travail](#)), « des objectifs de production sans cesse en croissance » et des « réformes constantes » abusives. »

## Mépris

Égal à lui-même, Battistelli n'a pas laissé le mépris de son propre personnel, ou l'occasion d'être officiellement remplacé, faire obstacle à l'imposition d'autres « réformes » dont l'unique but est de punir ceux qui se sont opposés à ses efforts.

Dans un [nouveau document](#) [PDF] soumis par le management de l'OEB qui prétend « augmenter la flexibilité de la structure de l'emploi », Battistelli demande une série de changements, pour la plupart axés sur le personnel, incluant :

- La suppression des représentants du personnel des comités de recrutement.
- La fin des contrats permanents, imposant le réengagement de tout le personnel après cinq ans.
- La fin du « congé dans les foyers » pour le personnel ayant déménagé dans un autre pays européen pour travailler pour l'OEB (le personnel ayant déménagé à plus de 900 kilomètres a actuellement le droit de prendre 10 jours de vacances supplémentaires tous les deux ans).
- Des modifications supplémentaires pour les pensions du personnel : par le passé, Battistelli s'est servi des pensions et de la menace de les supprimer pour contraindre son personnel

Depuis, la Cour européenne des Droits de l'Homme [enquête](#) sur la façon dont le personnel est traité. L'OEB prétend que les lois des pays où le personnel est basé ne sont pas respectées — Allemagne, Autriche, Belgique, Pays-Bas — en raison de son statut d'organisation internationale.

La juridiction unifiée du brevet prévue de longue date est [en attente](#) en partie à cause des réformes imposées par Battistelli qui ont ébranlé l'indépendance de l'OEB. ®